



Conseil de  
l'Union européenne

Bruxelles, le 9 juin 2022  
(OR. en)

10074/22

LIMITE

POLCOM 56  
COEST 445  
CODEC 886

---

---

Dossier interinstitutionnel:  
2022/0188(COD)

---

---

### PROPOSITION

Origine:	Pour la secrétaire générale de la Commission européenne, Madame Martine DEPREZ, directrice
Date de réception:	9 juin 2022
Destinataire:	Secrétariat général du Conseil
N° doc. Cion:	COM(2022) 288 final
Objet:	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relatif aux mesures de libéralisation temporaire des échanges en complément des concessions commerciales applicables aux produits moldaves au titre de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République de Moldavie, d'autre part

Les délégations trouveront ci-joint le document COM(2022) 288 final.

p.j.: COM(2022) 288 final

Bruxelles, le 9.6.2022  
COM(2022) 288 final

2022/0188 (COD)

Proposition de

**RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL**

**relatif aux mesures de libéralisation temporaire des échanges en complément des concessions commerciales applicables aux produits moldaves au titre de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République de Moldavie, d'autre part**

## EXPOSÉ DES MOTIFS

### 1. CONTEXTE DE LA PROPOSITION

#### • Justification et objectifs de la proposition

L'agression militaire non provoquée et injustifiée de la Russie contre l'Ukraine depuis le 24 février 2022 a eu une incidence négative profonde sur la capacité de la République de Moldavie (ci-après la «Moldavie») à réaliser des échanges commerciaux avec le reste du monde, notamment du fait que les exportations moldaves reposaient sur le transit par le territoire ukrainien et sur les infrastructures ukrainiennes, qui sont aujourd'hui largement indisponibles. Dans ce contexte difficile, la Moldavie a demandé à l'Union d'assurer autant que possible les conditions lui permettant de réorienter vers l'UE ses échanges commerciaux avec le reste du monde et d'approfondir encore ses relations commerciales avec l'Union. Pour ce faire, il est nécessaire d'accroître le degré de libéralisation du marché, en particulier pour les produits agricoles soumis à des contingents tarifaires annuels en franchise de droits (ci-après dénommés «contingents tarifaires») en vertu de l'annexe XV-A de l'accord d'association entre l'Union européenne et la République de Moldavie (ci-après dénommé «accord d'association»)<sup>1</sup> établissant une zone de libre-échange approfondi et complet.

C'est pourquoi la Commission présente une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil instaurant des mesures temporaires de libéralisation des échanges, sous forme de contingents tarifaires supplémentaires en franchise de droits sur certains produits agricoles encore soumis à des contingents tarifaires, qui s'appliqueront durant un an.

En vertu de l'annexe XV-A de l'accord d'association, sept produits agricoles en provenance de Moldavie sont soumis à des contingents tarifaires. Ces produits sont les suivants: tomates, aulx, raisins de table, pommes, cerises, prunes et jus de raisin. Deux de ces produits (prunes et raisins de table) ont été exportés par la Moldavie en grandes quantités vers des marchés tiers, en particulier vers la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine. Pour ces produits, il convient d'instaurer des contingents supplémentaires en franchise de droits afin de soutenir temporairement la réorientation vers l'Union, si nécessaire, des volumes de vente initialement destinés à ces marchés. Pour les produits restants (tomates, ail, pommes, cerises et jus de raisin), les contingents nouvellement introduits consisteraient en un volume supplémentaire en franchise de droits de même taille que celui prévu dans l'accord d'association.

Ces mesures temporaires et exceptionnelles contribueront à soutenir et à favoriser les flux commerciaux existants en provenance de Moldavie et à destination de l'Union, et à soutenir l'économie moldave. Cela est conforme aux principaux objectifs de l'accord d'association, à savoir établir les conditions d'un renforcement des relations économiques et commerciales en vue de l'intégration progressive de la Moldavie dans le marché intérieur de l'UE et contribuer au renforcement de la démocratie et à la stabilité politique, économique et institutionnelle de la Moldavie.

---

<sup>1</sup> L'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République de Moldavie, d'autre part (JO L 240 du 30.8.2014, p. 4), a été signé par les deux parties le 27 juin 2014. L'accord d'association, y compris la zone de libre-échange approfondi et complet, est appliqué à titre provisoire depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2014 et est pleinement en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2016, à la suite de sa ratification par tous les États membres de l'Union.

Les mesures de libéralisation des échanges prévues par la présente proposition de règlement sont prises dans le respect de l'engagement énoncé à l'article 2 de l'accord d'association, qui consacre comme éléments essentiels de l'accord le respect des principes démocratiques, des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive, des matériaux connexes et de leurs vecteurs. En outre, en vertu du même article, les parties s'engagent en particulier à respecter les principes généraux de l'État de droit et de la bonne gouvernance, de la lutte contre la corruption, les activités criminelles organisées ou non, y compris celles à caractère transnational, et le terrorisme, ainsi que les principes de développement durable et de multilatéralisme effectif. Les mesures de libéralisation des échanges elles-mêmes seraient subordonnées au respect de ces éléments essentiels et de ces principes généraux.

En outre, les mesures de libéralisation des échanges contenues dans la présente proposition visent à garantir, conformément à l'article 207, paragraphe 1, du TFUE, que la politique commerciale commune de l'Union est menée dans le cadre des principes et objectifs de l'action extérieure de l'Union énoncés à l'article 21 du TUE.

- **Cohérence avec les dispositions existantes dans le domaine d'action**

Ces mesures de libéralisation des échanges seraient compatibles avec la mise en œuvre de l'accord et, en particulier, avec le titre V établissant une zone de libre-échange approfondi et complet, qui prévoit que les parties établissent progressivement une zone de libre-échange au cours d'une période de transition de dix ans au plus à compter de la date d'entrée en vigueur dudit accord (article 143 de l'accord).

- **Cohérence avec les autres politiques de l'Union**

L'Union européenne a fermement condamné l'agression russe contre l'Ukraine et a pris des mesures importantes pour soutenir la Moldavie dans ce contexte exceptionnel, y compris une aide humanitaire et une aide aux frontières supplémentaires, une assistance macrofinancière et des mesures visant à faciliter le commerce dans le difficile contexte actuel. Le règlement proposé serait donc conforme à l'obligation qui incombe à l'Union, en vertu de l'article 21, paragraphe 3, du traité sur l'Union européenne, d'assurer la cohérence entre les différents domaines de son action extérieure, ainsi qu'à l'article 207, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, qui dispose que la politique commerciale commune est menée dans le cadre des principes et objectifs de l'action extérieure de l'Union.

## **2. BASE JURIDIQUE, SUBSIDIARITÉ ET PROPORTIONNALITÉ**

- **Base juridique**

La base juridique de la proposition est l'article 207, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

- **Subsidiarité (en cas de compétence non exclusive)**

En vertu de l'article 3, paragraphe 1, point e), du TFUE, la politique commerciale commune est une compétence exclusive de l'Union. Par conséquent, le principe de subsidiarité ne s'applique pas.

- **Proportionnalité**

La présente proposition est nécessaire pour mettre en œuvre la politique commerciale commune et atteindre l'objectif consistant à soutenir la Moldavie dans ses difficultés économiques actuelles, y compris dans le domaine des échanges avec l'Union.

- **Choix de l'instrument**

La présente proposition est fondée sur l'article 207, paragraphe 2, du TFUE et relève de la politique commerciale commune de l'Union.

### **3. RÉSULTATS DES ÉVALUATIONS EX POST, DES CONSULTATIONS DES PARTIES INTÉRESSÉES ET DES ANALYSES D'IMPACT**

- **Évaluations ex post/bilans de qualité de la législation existante**

Sans objet.

- **Consultation des parties intéressées**

Sans objet.

- **Obtention et utilisation d'expertise**

Sans objet.

- **Analyse d'impact**

Compte tenu de l'urgence de la situation économique en Moldavie, il importe que le règlement entre en vigueur dès que possible. Par conséquent, aucune analyse d'impact n'a été effectuée pour la mesure en question. Toutefois, les dispositions de l'accord d'association relatives au commerce et aux questions liées au commerce ont fait l'objet d'une analyse de l'impact sur le développement durable, commandée par la DG Commerce et présentée en 2012, qui a alimenté le processus de négociation de la zone de libre-échange approfondi et complet. Cette analyse a confirmé que la mise en œuvre des dispositions relatives au commerce et aux questions liées au commerce aurait une incidence économique positive tant pour l'Union que pour la Moldavie.

- **Réglementation affûtée et simplification**

La mesure n'augmente pas la charge réglementaire pesant sur les entreprises.

- **Droits fondamentaux**

Les mesures concernées respecteraient les mêmes principes de base que ceux qui sont inscrits dans l'accord d'association. En particulier, l'article 2 de l'accord d'association prévoit que le respect des principes démocratiques, des droits de l'homme et des libertés fondamentales constitue un élément essentiel de cet accord.

Ces mesures seraient également conformes à la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

### **4. INCIDENCE BUDGÉTAIRE**

Selon une estimation du niveau des importations en provenance de Moldavie en 2021, l'Union européenne subira une perte de recettes douanières inférieure à 0,3 million d'EUR par an. L'incidence sur les ressources propres de l'Union sera donc très limitée.

## **5. AUTRES ÉLÉMENTS**

- **Plans de mise en œuvre et modalités de suivi, d'évaluation et d'information**

Des rapports en ligne sur l'évolution des échanges bilatéraux entre l'Union et la Moldavie sont disponibles par l'intermédiaire de sites internet spécifiques de la Commission européenne.

- **Documents explicatifs (pour les directives)**

Sans objet.

- **Explication détaillée de certaines dispositions de la proposition**

Compte tenu de la situation de crise en Moldavie à la suite de l'invasion russe de l'Ukraine, la mesure vise à accroître les flux commerciaux en provenance de Moldavie en accordant des importations supplémentaires en franchise de droits dans l'Union pour les produits agricoles moldaves. Les mesures de libéralisation des échanges seraient accordées sous forme de contingents supplémentaires en franchise de droits pour certains produits agricoles encore soumis à des contingents tarifaires.

Proposition de

**RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL**

**relatif aux mesures de libéralisation temporaire des échanges en complément des concessions commerciales applicables aux produits moldaves au titre de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République de Moldavie, d'autre part**

LE PARLEMENT EUROPÉEN ET LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,  
vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 207, paragraphe 2,  
vu la proposition de la Commission européenne,  
après transmission du projet d'acte législatif aux parlements nationaux,  
statuant conformément à la procédure législative ordinaire<sup>2</sup>,  
considérant ce qui suit:

- (1) L'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République de Moldavie, d'autre part<sup>3</sup> (ci-après l'«accord d'association»), constitue la base des relations entre l'Union et la République de Moldavie. Conformément à la décision 2014/492/UE du Conseil<sup>4</sup>, le titre V de l'accord d'association, qui concerne le commerce et les questions liées au commerce, est appliqué à titre provisoire depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2014 et est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2016 après ratification par tous les États membres.
- (2) L'accord d'association exprime le souhait des parties à l'accord d'association (ci-après dénommées «parties») de renforcer et de développer leurs rapports de manière ambitieuse et inédite, de faciliter et de mener à bien une intégration économique progressive, et ce, dans le respect des droits et obligations découlant de l'appartenance des parties à l'Organisation mondiale du commerce.
- (3) L'article 143 de l'accord d'association prévoit l'établissement progressif d'une zone de libre-échange entre les parties conformément à l'article XXIV de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (ci-après dénommé «GATT de 1994»). À cette fin, l'article 147 de l'accord d'association prévoit l'élimination progressive des

---

<sup>2</sup> Position du Parlement européen du... (non encore parue au Journal officiel)] et décision du Conseil du ...

<sup>3</sup> JO L 240 du 30.8.2014, p. 4

<sup>4</sup> Décision 2014/492/UE du Conseil du 16 juin 2014 relative à la signature, au nom de l'Union européenne, et à l'application provisoire de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République de Moldavie, d'autre part (JO L 260 du 30.8.2014, p. 1).

droits de douane conformément aux listes qui y sont incluses ainsi que la possibilité d'accélérer cette élimination et d'en élargir le champ d'application.

- (4) L'agression militaire non provoquée et injustifiée de la Russie contre l'Ukraine depuis le 24 février 2022 a eu une incidence négative profonde sur la capacité de la Moldavie à réaliser des échanges commerciaux avec le reste du monde, notamment du fait que les exportations moldaves reposaient sur le transit par le territoire ukrainien et sur les infrastructures ukrainiennes, qui sont aujourd'hui largement indisponibles. Afin d'atténuer les effets négatifs sur l'économie moldave, il est nécessaire d'accélérer le développement de relations économiques plus étroites entre l'Union et la République de Moldavie et d'apporter rapidement un soutien à l'économie moldave dans ces circonstances critiques. Il est donc nécessaire et approprié de stimuler les flux commerciaux de la Moldavie sous la forme de mesures temporaires de libéralisation des échanges accordant des contingents supplémentaires en franchise de droits pour sept produits agricoles encore soumis à des contingents tarifaires annuels en franchise de droits (ci-après dénommés «contingents tarifaires»), conformément à l'accélération de l'élimination des droits de douane sur les échanges entre l'Union et la Moldavie.
- (5) Conformément à l'article 21, paragraphe 3, du traité sur l'Union européenne (TUE), l'Union veille à la cohérence entre les différents domaines de son action extérieure. En vertu de l'article 207, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), la politique commerciale commune est menée dans le cadre des principes et objectifs de l'action extérieure de l'Union.
- (6) Les mesures de libéralisation des échanges seraient accordées sous forme de contingents supplémentaires en franchise de droits pour certains produits agricoles encore soumis à des contingents tarifaires. Grâce à ces mesures, l'Union approfondira l'intégration économique entre la Moldavie et l'Union et apportera temporairement un soutien économique approprié au bénéfice de la Moldavie et des opérateurs économiques touchés. En vertu de l'annexe XV-A de l'accord d'association, sept produits agricoles en provenance de Moldavie sont soumis à des contingents tarifaires. Ces produits sont les suivants: tomates, aulx, raisins de table, pommes, cerises, prunes et jus de raisin. Deux de ces produits (prunes et raisins de table) ont été exportés par la Moldavie en grandes quantités vers des marchés tiers, en particulier vers la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine. Pour ces produits, il convient d'instaurer des contingents supplémentaires en franchise de droits afin de soutenir temporairement la réorientation vers l'Union, si nécessaire, des volumes de vente initialement destinés à ces marchés. Pour les produits restants (tomates, aulx, pommes, cerises et jus de raisin), les contingents nouvellement introduits consisteraient en un volume supplémentaire en franchise de droits de même ampleur que celui prévu dans l'accord d'association.
- (7) Afin de prévenir la fraude, le droit au bénéfice des mesures commerciales instituées par le présent règlement devrait être subordonné au respect, par la Moldavie, de toutes les conditions nécessaires pour bénéficier des avantages prévus par l'accord d'association, y compris des règles relatives à l'origine des produits concernés et des procédures s'y rapportant, ainsi qu'à la participation de la Moldavie à une coopération administrative étroite avec l'Union, comme le prévoit ledit accord.
- (8) La Moldavie devrait s'abstenir d'introduire de nouveaux droits ou taxes d'effet équivalent et de nouvelles restrictions quantitatives ou mesures d'effet équivalent pour les importations originaires de l'Union, d'augmenter les niveaux de droits ou taxes en vigueur et d'introduire d'autre restriction, y compris des mesures administratives internes discriminatoires, sauf si cela se justifie clairement dans le contexte de la

guerre. Au cas où la Moldavie ne respecterait pas l'une de ces conditions, la Commission devrait être habilitée à suspendre temporairement tout ou partie des mesures commerciales instituées par le présent règlement.

- (9) L'article 2 de l'accord d'association prévoit, entre autres, que le respect des principes démocratiques, des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive, des matériaux connexes et de leurs vecteurs constituent des éléments essentiels de l'accord d'association. En vertu du même article, les parties s'engagent notamment à respecter les principes généraux suivants: les principes de l'État de droit et de la bonne gouvernance, de la lutte contre la corruption, les activités criminelles organisées ou non, y compris celles à caractère transnational, et le terrorisme, ainsi que les principes de développement durable et de multilatéralisme effectif. Il convient d'instaurer la possibilité de suspendre temporairement les mesures de libéralisation des échanges prévues par le présent règlement si la Moldavie ne respecte pas les éléments essentiels ou les principes généraux susmentionnés de l'accord d'association.
- (10) Afin d'assurer des conditions uniformes d'exécution du présent règlement, il convient de conférer des compétences d'exécution à la Commission pour suspendre temporairement les mesures de libéralisation des échanges visées au considérant 7 lorsque les producteurs de l'Union de produits similaires ou directement concurrents sont affectés de manière substantielle par les importations au titre du présent règlement ou sont susceptibles de l'être. Ces compétences devraient être exercées conformément au règlement (UE) n° 182/2011 du Parlement européen et du Conseil<sup>5</sup>.
- (11) Sous réserve d'une enquête de la Commission, il est nécessaire de prévoir la possibilité de suspendre les mesures de libéralisation des échanges visées au considérant 6 à l'égard d'un ou plusieurs produits relevant du champ d'application du présent règlement qui causent ou menacent de causer de graves difficultés aux producteurs de l'Union de produits similaires ou directement concurrents.
- (12) Le rapport annuel de la Commission sur la mise en œuvre de la zone de libre-échange approfondi et complet, qui fait partie intégrante de l'accord d'association, devrait inclure une évaluation détaillée de la mise en œuvre des mesures relatives aux échanges instituées par le présent règlement.
- (13) Compte tenu de l'urgence de la question liée à la situation causée par la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, il s'avère approprié d'invoquer l'exception au délai de huit semaines prévu à l'article 4 du protocole n° 1 sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne, annexé au TUE, au TFUE et au traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique.
- (14) Compte tenu de la situation économique difficile en Moldavie, le présent règlement devrait entrer en vigueur le jour suivant celui de sa publication au Journal officiel de l'Union européenne,

---

<sup>5</sup> Règlement (UE) n° 182/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 établissant les règles et principes généraux relatifs aux modalités de contrôle par les États membres de l'exercice des compétences d'exécution par la Commission (JO L 55 du 28.2.2011, p. 13).

ONT ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

*Article premier*

Mesures de libéralisation des échanges

Outre les contingents tarifaires en franchise de droits établis par l'accord d'association dans son annexe XV-A, les produits agricoles énumérés à l'annexe du présent règlement sont admis à l'importation dans l'Union en provenance de la République de Moldavie dans les limites des contingents tarifaires en franchise de droits de l'Union indiqués dans ladite annexe. Ces contingents tarifaires sont gérés par la Commission conformément aux articles 49 à 54 du règlement d'exécution (UE) 2015/2447<sup>6</sup>.

*Article 2*

Conditions d'octroi des mesures de libéralisation des échanges

Les mesures de libéralisation des échanges prévues à l'article 1<sup>er</sup> sont soumises aux conditions suivantes:

- (a) le respect des règles d'origine des produits et des procédures y afférentes énoncées dans l'accord d'association;
- (b) le fait que la Moldavie n'instaure pas de nouveaux droits ou taxes d'effet équivalent ni de nouvelles restrictions quantitatives ou mesures d'effet équivalent pour les importations originaires de l'Union, n'augmente pas les niveaux des droits ou des taxes existants ou n'introduise aucune autre restriction, y compris des mesures administratives internes discriminatoires, sauf si cela est clairement justifié dans le contexte de la guerre; et
- (c) le respect par la Moldavie des principes démocratiques, des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive, des matériels connexes et de leurs vecteurs, le respect des principes de l'État de droit et de la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption, les activités criminelles organisées ou non, y compris celles à caractère transnational, et le terrorisme, et le respect des principes de développement durable et de multilatéralisme effectif prévus aux articles 2, 9 et 16 de l'accord d'association.

*Article 3*

Suspension des mesures temporaires

1. Lorsqu'elle établit qu'il y a suffisamment de preuves d'un manquement, par la Moldavie, aux conditions énoncées à l'article 2, la Commission peut adopter un acte d'exécution suspendant en tout ou en partie les mesures de libéralisation des échanges prévu dans le présent règlement. Cet acte d'exécution est adopté en conformité avec la procédure d'examen visée à l'article 5, paragraphe 2.
2. Lorsqu'un État membre demande que la Commission suspende l'une des mesures de libéralisation des échanges prévues dans le présent règlement en raison d'un manquement aux conditions énoncées à l'article 2, point b), la Commission rend,

---

<sup>6</sup> Règlement d'exécution (UE) 2015/2447 de la Commission du 24 novembre 2015 établissant les modalités d'application de certaines dispositions du règlement (UE) n° 952/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant le code des douanes de l'Union (JO L 343 du 29.12.2015, p. 558).

dans les quatre mois qui suivent la demande, un avis motivé sur le bien-fondé de l'allégation de manquement de la part de la Moldavie. Si la Commission conclut que la demande est fondée, elle engage la procédure visée au paragraphe 1 du présent article.

#### *Article 4*

##### Clause de sauvegarde

1. Lorsqu'un produit originaire de Moldavie est importé dans des conditions telles que des difficultés graves sont ou risquent d'être causées à des producteurs de l'Union de produits similaires ou directement concurrents, les mesures de libéralisation des échanges prévues à l'article 1<sup>er</sup> peuvent à tout moment être suspendues pour ce produit.
2. La Commission surveille étroitement les effets du présent règlement, y compris pour ce qui est des prix sur le marché de l'Union, en tenant compte des informations sur les exportations, les importations et la production de l'Union des produits faisant l'objet des mesures de libéralisation des échanges établies par le présent règlement.
3. La Commission prend une décision d'ouvrir une enquête dans un délai raisonnable:
  - (a) à la demande d'un État membre,
  - (b) à la demande d'une personne morale ou d'une association sans personnalité juridique, agissant pour le compte des producteurs de l'Union, à savoir de la totalité ou d'une partie significative des producteurs de l'Union de produits similaires ou directement concurrents; ou
  - (c) de sa propre initiative s'il existe selon elle des éléments de preuve à première vue suffisants qui attestent de graves difficultés, telles que visées au paragraphe 1, pour les producteurs de l'Union de produits similaires ou directement concurrents.

Aux fins du présent paragraphe, on entend par «partie significative des producteurs de l'Union de produits similaires ou directement concurrents» les producteurs de l'Union dont la production combinée représente plus de 50 % de l'ensemble de la production de l'Union de produits similaires ou directement concurrents produits par la partie de l'industrie de l'Union qui a manifesté son soutien ou son opposition à la demande et au moins 25 % de la production totale de produits similaires ou directement concurrents produits par l'industrie de l'Union.

4. Si la Commission décide d'ouvrir une enquête, elle publie au Journal officiel de l'Union européenne un avis annonçant l'ouverture de l'enquête. Cet avis fournit un résumé des informations reçues et précise que toute information pertinente devrait être communiquée à la Commission. Il précise la période pendant laquelle les parties intéressées peuvent faire connaître leur opinion par écrit. Cette période n'excède pas quatre mois à partir de la date de publication de l'avis.
5. La Commission recherche toutes les informations qu'elle estime nécessaires et peut vérifier les informations reçues auprès de la Moldavie ou de toute autre source pertinente. Elle peut être aidée par des agents de l'État membre sur le territoire duquel des vérifications sont susceptibles d'être effectuées, si cet État membre demande cette aide de la part de ces agents.

6. Lorsqu'elle examine l'existence de graves difficultés, telles que visées au paragraphe 1, pour les producteurs de l'Union de produits similaires ou directement concurrents, la Commission prend en considération, entre autres, les éléments suivants concernant les producteurs de l'Union, lorsque des informations pertinentes sont disponibles:
- la part de marché,
  - la production,
  - les stocks,
  - les capacités de production,
  - l'utilisation des capacités,
  - l'emploi,
  - les importations,
  - les prix.
7. L'enquête est réalisée dans les six mois suivant la publication de l'avis visé au paragraphe 4 du présent article. Dans des circonstances exceptionnelles, la Commission peut prolonger ce délai par le biais d'un acte d'exécution adopté en conformité avec la procédure d'examen visée à l'article 5, paragraphe 2.
8. Dans un délai de trois mois à compter de l'achèvement de l'enquête, la Commission décide s'il y a lieu de suspendre la mesure de libéralisation des échanges prévue à l'article 1<sup>er</sup> en ce qui concerne le produit faisant l'objet de l'enquête, au moyen d'un acte d'exécution adopté en conformité avec la procédure d'examen visée à l'article 5, paragraphe 2. Cet acte d'exécution entre en vigueur au plus tard un mois après sa publication. La suspension est maintenue aussi longtemps que cela s'avère nécessaire pour lutter contre la détérioration de la situation économique ou financière des producteurs de l'Union, ou aussi longtemps que persiste la menace d'une telle détérioration. Lorsqu'il ressort de la constatation définitive des faits que les conditions prévues au paragraphe 1 du présent article ne sont pas réunies, la Commission adopte un acte d'exécution mettant fin à l'enquête et à la procédure. Cet acte d'exécution est adopté en conformité avec la procédure d'examen visée à l'article 5, paragraphe 2, du présent règlement.
9. Lorsque des circonstances exceptionnelles nécessitant une action immédiate rendent une enquête impossible, la Commission peut, après en avoir informé le comité du code des douanes visé à l'article 5, paragraphe 1, prendre toute mesure préventive nécessaire.

#### *Article 5*

##### *Comité*

1. La Commission est assistée par le comité du code des douanes institué en vertu de l'article 285 du règlement (UE) n° 952/2013 du Parlement européen et du Conseil<sup>7</sup>. Ledit comité est un comité au sens du règlement (UE) n° 182/2011.

---

<sup>7</sup> Règlement (UE) n° 952/2013 du Parlement européen et du Conseil du 9 octobre 2013 établissant le code des douanes de l'Union (JO L 269 du 10.10.2013, p. 1).

2. Lorsqu'il est fait référence au présent paragraphe, l'article 5 du règlement (UE) n° 182/2011 s'applique.

#### *Article 6*

##### Évaluation de la mise en œuvre des mesures de libéralisation des échanges

Le rapport annuel de la Commission sur la mise en œuvre de la zone de libre-échange approfondi et complet inclut une évaluation détaillée de la mise en œuvre des mesures de libéralisation des échanges prévues par le présent règlement et, le cas échéant, une évaluation de l'incidence sociale de ces mesures en Moldavie et dans l'Union. Les informations sur les importations de produits au titre de l'article 1<sup>er</sup> sont mises à disposition sur le site internet de la Commission.

#### *Article 7*

##### Disposition transitoire

Les mesures de libéralisation des échanges s'appliquent aux produits qui, à la date d'entrée en vigueur du présent règlement, sont sous contrôle douanier dans l'Union, sous réserve de la présentation d'une demande à cet effet aux autorités douanières compétentes de l'Union dans un délai de six mois à compter de cette date.

#### *Article 8*

##### Entrée en vigueur et application

1. Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au Journal officiel de l'Union européenne.
2. Le présent règlement s'applique jusqu'au... [un an à compter de la date d'entrée en vigueur du présent règlement].

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le

*Par le Parlement européen*  
*Le président*

*Par le Conseil*  
*Le président*

**FICHE FINANCIÈRE LÉGISLATIVE POUR LES PROPOSITIONS AYANT UNE  
INCIDENCE BUDGÉTAIRE STRICTEMENT LIMITÉE AUX RECETTES**

**1. DÉNOMINATION DE LA PROPOSITION:**

Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux mesures de libéralisation temporaire des échanges en complément des concessions commerciales applicables aux produits moldaves au titre de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République de Moldavie, d'autre part.

**2. LIGNES BUDGÉTAIRES:**

Chapitre 12, article 120

Montant inscrit au budget pour l'exercice 2022: 17 912 606 159 €

**3. INCIDENCE FINANCIÈRE**

La proposition est sans incidence financière;

Proposition sans incidence financière sur les dépenses mais ayant une incidence financière sur les recettes – l'effet étant le suivant:

Ligne budgétaire	Produits des activités ordinaires	Période: partie de 2022 — partie de 2023 * (en millions d'EUR à la première décimale)
Article 120, chapitre 12 <sup>8</sup>	<i>Incidence sur les ressources propres</i>	0,3.
<b>Total</b>		

\* Période d'un an à compter de l'entrée en vigueur du règlement

Les calculs sont fondés sur les volumes d'importation de 2021 de produits couverts par le règlement proposé qui dépassent le contingent annuel en franchise de droits (c'est-à-dire les prunes).

Sur la base des calculs ci-dessus, la perte de recettes provenant des ressources propres traditionnelles provenant de la présente décision est estimée à 0.366 million d'euros (montant brut, frais de perception compris) x 0,75 = 0,274 million d'EUR pour la période en question.

<sup>8</sup> En ce qui concerne les ressources propres traditionnelles (droits agricoles, cotisations sur le sucre, droits de douane), les montants indiqués doivent être des montants nets, c'est-à-dire des montants bruts après déduction de 25 % de frais de perception.

#### **4. MESURES ANTIFRAUDE**

Afin de prévenir la fraude, le droit au bénéfice des mesures commerciales instituées par le règlement proposé devrait être subordonné au respect, par la Moldavie, de toutes les conditions nécessaires pour bénéficier des avantages prévus par l'accord d'association, y compris des règles relatives à l'origine des produits concernés et des procédures s'y rapportant, ainsi qu'à la participation de la Moldavie à une coopération administrative étroite avec l'Union, comme le prévoit ledit accord.